

# Voyage au cœur du XII<sup>e</sup> Congrès

## “La” “revendication” du congrès

Daniel Shapira

Le congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est tenu à Athènes du 16 au 19 mai, avec des délégués de la quasi-totalité des confédérations syndicales nationales. Congrès très consensuel, puisque presque tous les documents ont été adoptés à l'unanimité. Ce congrès avait apparemment une tonalité nouvelle pour un congrès de la CES, avec beaucoup de dénonciations du Pacte Euro plus et de la politique des dirigeants de l'Union européenne.

Les divers documents d'orientation et résolutions adoptés comportent de nombreuses formules dénonçant les « sévères mesures d'austérité » dictées par l'Union européenne. Curieux, quand on sait à quel point la CES, depuis sa création en 1973, n'a cessé de se mouler dans le cadre des institutions européennes, appelant notamment en 2005 à voter ou lors des référendums en France et aux Pays-Bas sur la Constitution européenne. Alors, comment expliquer cet apparent changement de ton ?

Il est d'abord un fait indiscutable : c'est que, dans une Union européenne en crise et rejetée comme jamais par les peuples d'Europe, il est difficile de s'identifier comme par le passé aux institutions européennes.

Mais il est une autre raison : les dénonciations successives du Pacte Euro plus de l'Union européenne, faites à la tribune comme dans les textes, ont eu un pendant tout au long du déroulement de ce congrès : c'était comme si les gouvernements nationaux n'existaient pas. En particulier, trois noms n'ont jamais été prononcés en quatre jours de débats : ceux de Papandréou (Premier ministre « socialiste » de Grèce), Zapatero (Premier ministre « socialiste » d'Espagne), Socrates (Premier ministre « socialiste » du Portugal). Comme si ces trois Premiers ministres « socialistes » n'étaient pour



Le Premier ministre grec, Georges Papandréou (au centre), discute avec les dirigeants de la CES, le 19 mai 2011, à Athènes : Bernadette Ségol, la nouvelle secrétaire générale, le président de la CES, Ignacio Fernandez Toxo (à droite), et John Monks.

rien dans les plans brutaux d'austérité et de privatisation décidés par leurs gouvernements. Cette connivence s'est exprimée également dans la place réservée pendant le congrès au président du Parti socialiste européen (PSE), Poul Nyrup Rasmussen. En fait, derrière le vernis des formules critiquant le Pacte Euro plus, toute l'orientation du congrès de la CES peut se résumer dans une formulation de la résolution d'urgence sur la Grèce adoptée dès le premier jour du congrès. Cette résolution commence par des phrases critiques, telles : « Il y a tout juste un an, les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro se sont engagés à prêter de l'argent à la Grèce en échange de sévères mesures d'austérité et de coupes sociales profondes », ou bien : « Il faut mettre immédiatement fin aux privatisations et aux diktats unilatéraux à l'égard de la Grèce et des autres pays déficitaires, qui ne font qu'exacerber la situation dans la zone euro. »

Puis, arrive « la » « revendication » du congrès de la CES : « Permettre que les déficits soient pris en compte sur une période plus réaliste et plus longue : l'objectif de 3 % du déficit devrait seulement être atteint à l'horizon 2016-2017. »

Donc, si l'on comprend bien, avec un léger report dans le temps, la direction de la CES accepte le principe même des « 3% de déficit » au nom desquels tous les plans meurtriers sont décidés contre les travailleurs dans toute l'Europe.

Cette formule ne recoupe-t-elle pas exactement celle, en France, de l'intersyndicale CFDT-CGT-FSU, qui, début décembre 2010, à l'issue du mouvement des retraites, s'était prononcée pour la « nécessaire réduction des déficits publics » ?

Avec cette « revendication » du congrès de la CES, on se trouve au cœur des problèmes auxquels est confronté le mouvement ouvrier dans toute l'Europe.

## Le premier prix d'excellence de la CES à... Jacques Delors

Le soir du premier jour du congrès, John Monks, le secrétaire général sortant de la CES, annonce : « Nous avons décidé d'octroyer un prix pour des actions faites en faveur de l'Europe sociale. C'est Jacques Delors qui recevra le premier ce prix. »

Faut-il rappeler qui est Jacques Delors ? Après avoir été le ministre des Finances de Mitterrand qui instaura, en 1983, le « tournant de la rigueur », il a présidé de 1985 à 1994 la Commission européenne.

Dix ans marqués entre autres par l'élaboration et l'adoption du traité tristement célèbre de Maastricht. Maastricht, c'est un point tournant dans la généralisation des privatisations organisées par l'Union européenne et c'est aussi l'instauration de l'euro, qui a vu dans toute l'Europe l'envolée des prix.

### Un geste qui vaut tout un programme

Maastricht, c'est l'instauration des fameux « critères de convergence » à ne pas dépasser : 3 % du PIB de déficit public et 60 % du PIB de dette publique. Ces critères de convergence de Maastricht, repris ensuite dans le pacte de stabilité instauré en 1997 lors du sommet d'Amsterdam (où Jospin représentait pour la première fois la France avec Chirac), ont été depuis près de vingt ans l'instrument majeur dans toute l'Europe des réductions draconiennes dans tous les budgets des services publics.

Et c'est ce Jacques Delors qui reçoit le prix d'excellence de la CES ! Un geste qui vaut tout un programme.

Et Jacques Delors, dans son message de remerciements au congrès, en a bien donné le contenu. Citons deux passages : « La crise financière a provoqué un sursaut. Je tiens à saluer l'action que mène le Premier ministre grec — M. Georges Papandréou —, qui a hérité d'une situation catastrophique



à laquelle il fait face avec courage et détermination. Je voudrais aussi souligner l'esprit de responsabilité des organisations syndicales grecques. C'est dans une action convergente et négociée des forces économiques, financières, sociales, politiques grecques, accompagnée d'une solidarité européenne, que le chemin permettant, à terme, l'amélioration des conditions de vie et de travail sera retrouvé pour ce beau pays qui mérite mieux que le déclin annoncé. »

Et plus loin : « L'Union européenne apparaît trop lointaine, le populisme gagne du terrain. Parmi les moyens susceptibles de renverser cette fâcheuse tendance, il y a le dialogue social européen comme pilier vital de la démocratie et comme créateur de citoyenneté. Vous me remettez aujourd'hui "le prix CES pour services en faveur de l'Europe sociale". Cette distinction me va droit au cœur. Je vous en remercie sincèrement, c'est une marque de reconnaissance que je n'oublierai jamais, surtout venant de vous pour qui je me considère, si vous le permettez, être de la famille. »

Tout est dit dans ce message. La « famille » de Jacques Delors, c'est-à-dire la CES, a été remerciée pour son sens des responsabilités...

## La nouvelle secrétaire générale de la CES

Le congrès a été l'occasion de l'élection d'une nouvelle secrétaire générale de la CES, Bernadette Ségol, en remplacement de John Monks, à la tête de la CES depuis 2003. Cette nouvelle secrétaire générale, présentée au secrétariat de la CES par les confédérations CGT et CFDT, a une particularité : Bernadette Ségol n'a jamais été syndiquée en France.

Son « parcours » est significatif. Après avoir obtenu en 1972 un « master » en philosophie à l'université de Toulouse, elle devient en 1974 assistante du secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs du textile, poste qu'elle occupera jusqu'en 1985. En 1985, elle devient tout à la fois directrice de la fédération européenne de la CES intitulée « Euro-FIET » (commerce, finances, technologies de l'information et autres ser-

vices) et membre du comité exécutif de la CES. Lors de la fondation d'UNI, organisation internationale regroupant plusieurs fédérations syndicales de branches diverses, en 2000, elle est élue à la tête d'UNI-Europa, et y reste jusqu'à ce jour.

### “Le syndicalisme doit se garder résolument éloigné d'un retour frileux derrière des frontières nationales”

Comme on le constate, c'est un parcours représentatif d'un « nouveau syndicalisme », où les responsables européens n'ont plus aucune relation avec les confédérations syndicales nationales (à la différence de John Monks, qui, avant d'être élu secrétaire général de la CES, était le secrétaire général des TUC de Grande-Bretagne).

Quant à son programme, elle devait insister dans son discours de candidature sur un axe résumé ainsi : « Le syndicalisme doit se garder résolument éloigné d'un retour frileux derrière des frontières nationales », formule qu'elle répétera de manière un peu plus provocatrice dans son allocution de clôture, lorsqu'elle a interpellé en ces termes le congrès : « Il nous faut trouver des solutions syndicales européennes communes. Peut-être que, de temps en temps, je vais vous sortir de votre situation de confort national. »

Derrière ce message, se dessine en filigrane la volonté de la nouvelle direction de la Confédération européenne des syndicats de pousser les confédérations syndicales nationales à rompre toutes relations avec les acquis sociaux qui ont, historiquement, un contenu et une forme nationaux.

## Le président du PSE au congrès de la CES



Poul Nyrup Rasmussen, président du Parti socialiste européen (PSE), a déclaré au congrès de la CES : « Le problème n'est pas l'Europe, mais ceux qui la dirigent. Dans les années 1990, quand nous avions une majorité de dirigeants progressistes au Conseil européen, nous avons réussi à améliorer la situation des travailleurs et nous avons fait du plein emploi notre objectif final. »

Les années 1990 ? Celles de Maastricht, des privatisations, de la préparation de l'euro... Et il ajoute : « Le PSE continuera à travailler avec la CES pour s'assurer que la Commission remplisse ses engagements, et plus généralement pour s'assurer que la compétitivité européenne se base sur une plus grande qualification des travailleurs plutôt que sur des salaires plus bas. »

PSE, CES : même combat.

# de la CES (Athènes, 16 au 19 mai)

## Le maître mot de la CES : une bonne gouvernance économique européenne

### Le 21 juin : une "journée d'action" de la CES

**A** l'issue de son congrès, la CES a publié un communiqué annonçant la décision prise lors du comité exécutif qui a suivi le congrès : « Le congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est tenu à Athènes du 16 au 19 mai. Il s'est centré sur la gouvernance économique européenne. La CES adresse un message urgent aux décideurs européens en organisant une journée d'action et d'information européenne et nationale le 21 juin prochain. Le message des syndicats européens est clair : gouverner l'Europe signifie renforcer son modèle social et non l'attaquer. Le Congrès d'Athènes a unanimement condamné le type de gouvernance économique que l'Union européenne veut imposer. La gouvernance est la question principale actuellement discutée au sein du trilogue institutionnel européen : Commission, Conseil, Parlement (...). Pour la CES, gouverner l'Europe signifie œuvrer pour une Europe plus sociale et solidaire pour tous les citoyens, les jeunes en particulier. »

Et le communiqué de se conclure sur « la gouvernance économique responsable préconisée par la CES ». Pas un mot, dans ce communiqué revendiquant « un autre cap à la gouvernance économique européenne », sur les plans meurtriers de rigueur décidés dans chacun des pays.



### Lu dans le document d'orientation adopté dans le congrès de la CES

**P**oint 5 : « Les dirigeants européens proposent maintenant d'importantes interventions dans les marchés du travail et les systèmes de Sécurité sociale sans que celles-ci ne soient accompagnées d'un approfondissement de la démocratie au niveau européen, y compris une participation appropriée des partenaires sociaux. La gouvernance économique telle que proposée actuellement (...) est inacceptable. »

**P**oint 11 : « Au cœur de notre action pour la période 2011-2014 doivent se trouver nos efforts visant au renversement des stratégies d'austérité et des changements aux règles de gouvernance économique actuelle. » Et un amendement proposé par la CFDT et l'UNSA, et adopté, précise : « En limitant son action au déficit budgétaire et à l'endettement, sans se préoccuper de cohésion sociale ni de relance de la croissance, l'UE prend le risque d'être un obstacle au progrès social. »

**P**oint 26 a) : « Les marchés financiers doivent comprendre que les pays de la zone euro s'uniront et sont déterminés et prêts à affronter et à traverser les crises ensemble (...). D'accord pour le respect des règles, mais il faut de l'aide à la croissance également. »

**P**oint 26 d) : « Les pays en difficulté devraient s'engager avec détermination à une réduction progressive mais soutenue de leur déficit national. Pour être réaliste, cela implique de revoir dans le temps les perspectives d'assainissement des finances publiques : les Etats membres pourraient être autorisés à atteindre l'objectif de déficit de 3 % à l'horizon 2016-2017 plutôt que 2012-2013. »

### Qu'est-ce que la gouvernance économique européenne ?

**P**our définir ce qu'est la notion de gouvernance, impossible de se référer au dictionnaire Larousse, où cette notion traduite de l'anglais ne figure pas. En revanche, on lit dans le site Wikipedia : « La gouvernance est une notion parfois controversée, car définie et entendue de manière diverse et parfois contradictoire. Cependant, malgré la multiplicité des usages du mot, il semble recouvrir des thèmes proches du "bien gouverner" (...). Il renvoie à la mise en place de nouveaux modes de pilotage ou de régulation plus souples et éthiques, fondés sur un partenariat ouvert et éclairé entre différents acteurs et parties prenantes. »

On pourrait résumer autrement cette notion comme étant celle visant entre autres à associer les syndicats à la politique des gouvernements et de l'Union européenne.

Toujours dans Wikipedia, on lit à propos de « l'approche de l'Union européenne » : « La Commission européenne a fait inscrire sa propre notion de gouvernance dans le Livre blanc de la gouvernance européenne. Ainsi, l'expression gouvernance européenne désigne les règles, les processus et les comportements qui influent sur l'exercice des pouvoirs au niveau européen, particulièrement du point de vue de l'ouverture, de la participation, de la responsabilité, de l'efficacité et de la cohérence (...). Le traité de Lisbonne contient désormais également le terme de gouvernance, à l'article 15 et l'article 21. Cette inscription au sein du traité souligne la nécessaire ouverture et transparence des institutions de l'Union et a pour but "d'assurer la participation de la société civile". »

Ainsi, au nom d'une bonne gouvernance économique européenne, la CES revendique de participer à tous les plans de l'Union européenne.

### INTERVIEW

## “La flexicurité : un instrument contre les droits des travailleurs”

### Graciete Cruz, responsable internationale de la CGTP.

**Vous avez appelé à manifester le 19 mai. Pouvez-vous en résumer les buts ?**

**Graciete Cruz :** Les objectifs sont de dire non à l'intervention extérieure au Portugal et à l'accord établi entre la « troïka (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne), le gouvernement portugais et le parti de la droite portugaise. Ce qu'ils ont accordé ne sera pas une solution pour les problèmes que nous avons au Portugal, mais au contraire aggravera la situation au niveau économique et au niveau social. Avec les mesures de ce plan, on entrera dans une récession de 2 % au minimum chaque année. Le chômage est actuellement très élevé : environ 11 % selon les chiffres officiels, mais en réalité plus de 13 %. Avec les mesures décidées, la situation va s'aggraver. Le FMI dit lui-même que le chômage va atteindre officiellement plus de 13 % en 2013.

On a un problème avec le déficit public, c'est vrai, mais nous ne sommes pas d'accord avec les règles du pacte de stabilité européen, car il n'est pas possible de traiter avec les mêmes règles des situations différentes. Il y a des pays avec une économie très forte, comme l'Allemagne, et d'autres



pays, comme le Portugal, avec des économies plus fragiles. Une des demandes que nous avons, c'est qu'il faut réorienter les instruments de la politique européenne de façon à répondre aux problèmes réels du pays.

Leur plan vise à faire payer les personnes les plus défavorisées avec des coupes budgétaires dans la santé, les allocations de chômage, l'éducation et les investissements. Mais les grosses fortunes et les profits ne sont pas touchés. Au Portugal, nous sommes dans un cadre préélectoral. Et les partis de droite veulent encore aggraver la législation du travail en rendant moins chers les licenciements des travailleurs, alors qu'actuellement près de 50 % des chômeurs ne reçoivent pas d'allocations de chômage.

**A propos de la flexicurité, le document du congrès de la CES indique que ce concept a été « mal interprété ». Vous, vous dites que c'est un instrument contre les droits des travailleurs. Pouvez-vous préciser ?**

Nous respectons la réalité de chaque pays et de chaque système. Mais même dans les pays nordiques, qui sont le père et la mère de la flexicurité, il y a



beaucoup de syndicalistes qui posent la question de l'insécurité de l'emploi. Nous n'acceptons pas l'importation d'un modèle. Pour nous, ce n'est pas une question de « mauvaise interprétation », c'est un instrument contre les droits des travailleurs. Voyons ce qui se passe en général dans l'Union européenne avec les décisions de la Cour

de justice européenne. Cela pose une autre question : est-ce qu'on lutte pour changer le système ou pour s'adapter au système ? Nous, nous sommes pour changer. La crise financière a aggravé les choses. Mais c'est une conséquence pas seulement de la spéculation, mais du système. Il faut changer le système.

**La résolution d'urgence sur la Grèce adoptée hier par le congrès de la CES avance, comme « demande d'urgence », que « l'objectif de 3 % du déficit devrait seulement être atteint à l'horizon 2016-2017 » au lieu de 2013-2014. Qu'en pensez-vous ?**

Nous avons des propositions : il faut avoir une période plus élargie pour la réduction du déficit, car ce n'est pas réaliste.

Essayer d'imposer cette limite dans les temps signifierait une nouvelle offensive contre les services publics et la récession.

Donc, nous demandons une période plus élargie et aussi d'adapter les règles du pacte de stabilité.

On demande aussi la renégociation et la restructuration de la dette. Les conditions ne sont pas réunies pour payer avec des taux d'intérêt si élevés. Ce n'est pas réaliste.

Il faut articuler cette question de la réduction du déficit avec la croissance économique et l'emploi.

Il y a une autre question importante pour nous : il faut renforcer la protection sociale, notamment du chômage. Il est nécessaire d'avoir un programme pour appuyer le secteur productif, qui a été largement détruit au Portugal. Il faut réindustrialiser le pays et avoir un programme dans cette direction.